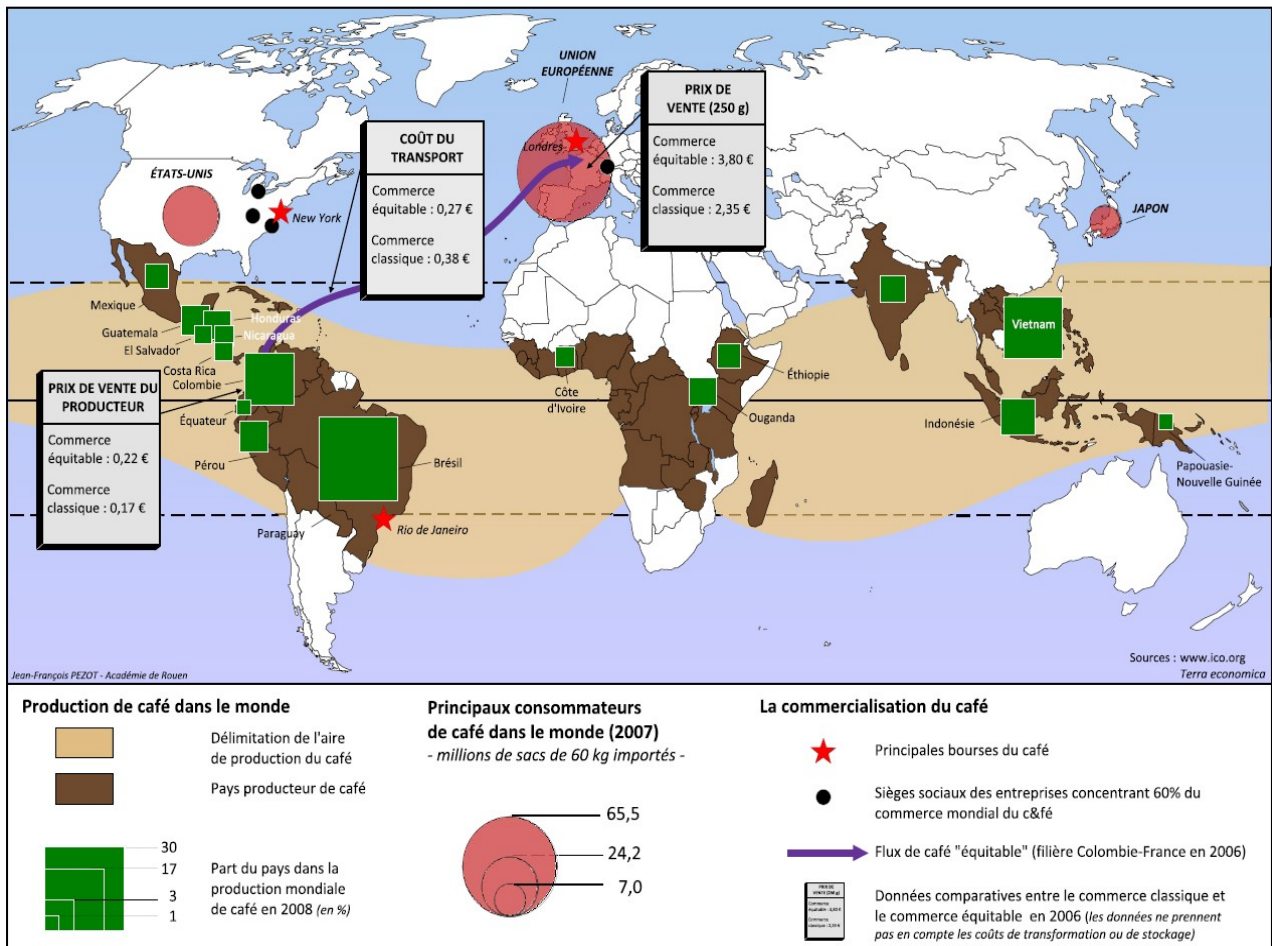


LE CAFE, UN PRODUIT AU COEUR DE LA MONDIALISATION [1]



LA PART DES PRINCIPAUX PRODUCTEURS DE CAFE DANS LA PRODUCTION MONDIALE EN 2008

Brésil	35%
Vietnam	12%
Colombie	10%
Indonésie	7%
Ethiopie	4%
Inde	3%
Guatemala	3%
Mexique	3%
Pérou	3%
Ouganda	2%

David contre Goliath

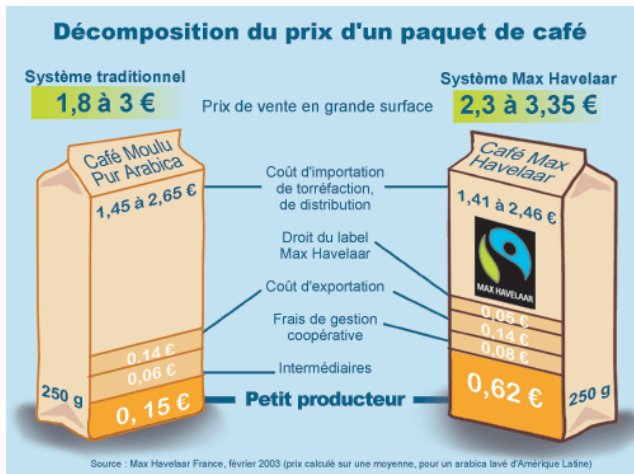
Devant Enedina et Octavio (un couple de petits caféiculteurs du sud Mexique) se dresse un marché immense, cruel, vorace, impitoyable, où règnent les intermédiaires. Un cours fixé par des hommes en costume de ville dans les lointaines bourses de capitales occidentales : Londres pour le robusta, New York pour l'arabica. 130 millions de sacs de 60 kg y ont transité en 2010, mais par le jeu de la spéculation, ce sont jusqu'à huit fois plus qui ont été échangés sous forme de contrats papier. Plus de 60 % de la production mondiale provient de quatre pays : Brésil, Vietnam, Colombie et Indonésie. Dans les immenses plantations brésiliennes, un ouvrier aux commandes d'une machine peut récolter 60 tonnes quotidiennes, contre 60 kg pour un petit paysan travaillant à la main sur sa parcelle afin de ne récolter que les cerises mûres ! Mais il faut savoir que 55 à 60 % de la production globale reste issue du travail des petits producteurs. La moitié du café vert mondial est torréfié par quatre firmes (Nestlé, Kraft, Procter & Gamble, Sara Lee) et revendue presque entièrement aux pays riches que sont les USA, l'Allemagne, le Japon, l'Italie et la France. Souvent peu regardantes sur la qualité, ces nations en consomment 1,4 milliard de tasses chaque jour.

Un cours qui n'entraîne que les petits dans sa chute

La demande en café n'augmente que légèrement chaque année. En revanche, l'offre connaît des hauts et des bas du fait que 60 % de la production mondiale soit tributaire du climat et de la politique agricole de quatre pays seulement. De plus, le marché obéit au cycle biologique biennal du caféier. Ceci a pour conséquence une certaine volatilité des cours du café, exacerbée par la spéculation des grandes banques et autres fonds de pension. Supportables par les grandes exploitations, les fluctuations ont des effets catastrophiques sur la vie des petits producteurs qui, bien souvent dans leur histoire (par exemple suite à l'effondrement du cours due à la déréglementation du marché en 1989) se sont vu contraints de vendre leur café en dessous de son coût de production. Pour eux, les laissés-pour-compte, les parias, les grandes victimes de cette gigantesque machine à moulin, la révolte fut l'ultime recours.



LE CAFE, UN PRODUIT AU COEUR DE LA MONDIALISATION [2]



La Colombie mise sur l'équitable

Luis Antonio Gómez montre d'un geste fier deux buissons rachitiques perdus au milieu des caféiers. «Ce sont mes derniers plants de coca, assure-t-il. Juste un souvenir.» Sur les pentes andines de la région du Cauca, au sud de la Colombie, le paysan quinquagénaire a possédé jusqu'à trois hectares de la plante base de la cocaïne. Mais elle lui a rapporté autant d'ennuis que de pesos : il évoque les terres qu'il a dû abandonner pour échapper à la justice, les fumigations d'herbicide par les avions de la police et «les familles entières» de voisins morts pour des dettes envers les trafiquants de coca.

«Des fous». Fatigué par cette vie où «les gains partaient en alcool», le paysan a tourné la page il y a six ans. «Je voulais une vie saine, gagner de l'argent pour ma famille», raconte-t-il aux côtés de ses deux petites-filles, devant sa maison de torchis. Avec d'autres paysans de La Vega, son village, il a rejoint la Coopérative paysanne du sud du Cauca (Cosurca), association soutenue par les Nations unies pour lutter contre la production de drogue. La condition : arracher tous ses plants illégaux pour se mettre au café. «A l'époque, la coca battait son plein dans le secteur, raconte Jesus Castro, représentant de l'association à La Vega. Nos voisins nous ont pris pour des fous.» La chute des cours du café avait fait perdre aux cultivateurs colombiens la moitié de leur pouvoir d'achat en une décennie. Luis Antonio Gómez n'a pourtant pas hésité à brûler sa coca, grossissant les 1 000 hectares que Cosurca a permis d'éradiquer. Dès 2000, son café a été vendu, comme celui des 1 200 autres familles que compte désormais la coopérative, à travers les réseaux du commerce équitable. Le néerlandais Max Havelaar, l'américain Cooperative Coffee ou le français Andines leur a permis d'augmenter leurs revenus de 40 % à 50 %. «Ça ne rend pas riche, mais ça donne les moyens de s'assurer une vie digne», commente Jesus Castro.

Michel Taille, envoyé spécial à La Vega en Colombie, *Libération*, 17 avril 2004



"Fairwashing" des comédiens parmi les acteurs !

Devant le succès croissant des labels équitables, l'occasion était trop belle ! Des marques opportunistes n'ont pas hésité à se réclamer du développement durable, créant le plus anonymement possible des labels soi-disant éthiques. Elles proposent des produits annoncés comme équitables, affublés d'un packaging qui les fond dans les nouveaux rayons des grandes surfaces. Car telle est la loi du commerce moderne, se positionner partout.

Il convient de savoir que :

- ces labels certifient de nombreux cafés issus de grandes exploitations, alors que dans son essence même, le commerce équitable est fait pour permettre aux petits producteurs d'exister sur le marché international,

- les sociétés labellisées Max Havelaar achètent leur café au prix du cours uniquement lorsque celui-ci est au delà du prix minimum garanti. Les labels «fairwash» ne font qu'offrir une petite prime par rapport au cours, aussi bas soit-il. Entre 2002 et 2005, ces marques n'ont eu aucun scrupule à acheter leur café à un prix inférieur au coût de production ! En outre, il suffit que leurs produits ne contiennent qu'un faible pourcentage de ce café prétendu «durable» (de l'ordre de 30 à 50 %) !

- dans les conseils d'administration de ces labels, il n'est pas rare de rencontrer de hauts cadres des grands groupes du café [...]

Les ravages de la spéculation

Le cours du café connaît actuellement une ascension fulgurante. Coté 1,33 \$ la livre (453 g) à la bourse de New York en juin 2010, l'arabica franchit la barre des 2 \$ en septembre dernier et, après avoir flirté avec les 3 \$, se situe aujourd'hui autour des 2,70 \$. Une hausse de plus de 100 % en moins d'un an, un record historique depuis 34 ans !

Aucune augmentation de la demande n'a été notée, et on a tout d'abord évoqué de mauvaises récoltes en Amérique du Sud et au Vietnam. Mais cette pénurie n'était que l'étincelle qui a mis le feu aux poudres. Le cours a continué à flamber, alors que les récoltes revenaient à la normale. Grand coupable de cette grimpée vertigineuse : le jeu de la spéculation. Fonds d'investissement et autres opérateurs financiers ont fait une razzia sur les stocks. Les petits boursicoteurs se sont également rués sur le café, qui s'est vu transfiguré en valeur refuge pendant la crise, en placement standard au même titre que l'or ou le pétrole.

Cette hausse n'est pas pour déplaire aux grands producteurs. Mais dans la petite agriculture, on voit revenir sur le terrain les acheteurs indépendants, ceux qu'on nomme «coyotes» au Mexique ou «voltigeurs» en Haïti. Dans cette conjoncture, ils peuvent offrir un prix proche de celui proposé par les coopératives certifiées équitables, et le payer cash. En outre, ils se satisfont d'un produit qui ne répond pas aux multiples standards du commerce équitable, donc de moindre coût de production. De nombreux producteurs préfèrent donc à nouveau travailler avec eux. Effet immédiat : l'affaiblissement considérable des coopératives. Pendant ce temps-là, en Occident, les torréfacteurs se tournent vers des arabicas de qualité inférieure et renforcent leurs achats de robusta (moins cher, mais qui connaît toutefois une ascension parallèle). Aux États-Unis, la hausse a déjà été répercutée sur les prix de vente au public : presque 10 % d'augmentation.

<http://www.malongo.com>